

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 527

[C - 97/27140]

**6 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi de subventions aux commissions de gestion des parcs naturels**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, notamment les articles 10 et 22;
Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 10 septembre 1996;
Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature donné le 15 septembre 1996;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
Vu l'accord du Ministre du Budget;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. le Ministre : le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions;
2. parcs : les parcs naturels définis à l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;
3. décret : le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer à chaque commission de gestion une subvention annuelle permettant au parc d'assurer sa fonction.

Font notamment partie des coûts concernés : les coûts de personnel et de fonctionnement, ainsi que les coûts d'acquisition ou de rénovation de biens meubles nécessaires à la gestion quotidienne du parc.

Le Ministre peut également octroyer à chaque commission de gestion une subvention pour les investissements immobiliers nécessaires à la gestion du parc.

Art. 3. Le taux de la subvention annuelle est fixé à 80 % des coûts de fonctionnement avec un maximum de 3,5 millions de francs par parc.

Le montant maximum visé à l'alinéa précédent est adapté annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Il est rattaché à l'indice 119,22 de septembre 1994.

Les montants cumulés de la subvention et de la participation du pouvoir organisateur ou d'un autre pouvoir public, des organismes nationaux ou internationaux, ou de personnes physiques ou morales ne peuvent en aucun cas dépasser le montant total des coûts de fonctionnement du parc.

Art. 4. Le taux de la subvention pour les investissements immobiliers est fixé à 60 % des coûts avec un maximum de 6 millions de francs par parc.

Art. 5. En vue de bénéficier de la subvention annuelle, la commission de gestion fait parvenir à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement :

1. pour le 15 janvier : le budget du parc pour l'année en cours;
2. pour le 15 mars : un état définitif des dépenses effectuées au cours de l'année précédente et un rapport détaillé des activités réalisées l'année précédente;
3. pour le 1^{er} août : un rapport sur les dépenses prévues pour l'exercice à venir, ainsi qu'un premier état des dépenses effectuées pour l'année en cours.

Art. 6. Le Ministre décide, dans un délai n'excédant pas un mois, du principe de l'octroi des subventions sur la base des documents visés à l'article 5, 1^o et 2^o.

L'article 5, 2^o ne s'applique pas aux commissions de gestion qui n'ont pas un an d'existence.

Art. 7. La subvention annuelle sera mise en liquidation selon les modalités suivantes :

- une première tranche, d'un montant maximum égal à 50 % de la subvention, à la notification de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;
- une deuxième tranche, d'un montant maximum égal à 30 % de la subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année subventionnée dès réception des documents visés à l'article 5, 3^o sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;
- le solde au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année subventionnée sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de l'ensemble de la subvention et d'un relevé des dépenses relatives à l'ensemble du budget du parc.

Art. 8. En vue de bénéficier de la subvention pour les investissements immobiliers, la commission de gestion transmet le dossier relatif au projet à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Ce dossier comporte en trois exemplaires :

- la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet, choisissant le mode de passation du marché et sollicitant les subsides;
- la description du projet;

- un plan de situation et de cadastre;
- le cahier spécial des charges, le métré descriptif et le devis estimatif.

Le Ministre octroie la promesse de principe de subside.

La Commission de gestion engage la procédure de passation du marché et transmet, par la même voie que celle décrite ci-dessus, le dossier constitué des pièces suivantes :

- deux exemplaires de la délibération du maître de l'ouvrage désignant l'adjudicataire;
- deux exemplaires de la soumission ou de l'offre retenue;
- deux exemplaires des autres soumissions ou offres;
- deux exemplaires du procès-verbal d'ouverture des soumissions;
- deux exemplaires du rapport d'adjudication;
- deux exemplaires des documents relatifs à l'agrément de l'entrepreneur et à sa situation à l'égard de l'O.N.S.S.;
- cinq exemplaires du cahier spécial des charges ayant servi de base à la passation du marché.

Art. 9. La subvention pour les investissements est liquidée au fur et à mesure de l'exécution des travaux sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des factures et des états d'avancement des travaux approuvés par le maître d'ouvrage et l'agent de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement désigné par le Ministre.

Art. 10. Le Ministre désigne l'agent chargé du contrôle de l'emploi des subventions ou des fonds mis à la disposition de la commission de gestion.

La commission de gestion est tenue d'établir un document comptable relatif à tout transfert de fonds financé partiellement ou totalement par la Région.

L'agent désigné par le Ministre a, en permanence, libre accès à la comptabilité tenue par la commission de gestion.

Art. 11. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 527

(C - 97/27140)

**6. FEBRUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung
über die Gewährung von Zuschüssen an die Verwaltungskommissionen der Naturparks**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, insbesondere der Artikel 10 und 22;

Aufgrund des am 10. September 1996 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 15. September 1996 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Naturerhaltung);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;

2° Parks: die in Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks bestimmten Naturparks;

3° Dekret: das Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks.

Art. 2 - In den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister jeder Verwaltungskommission einen jährlichen Zuschuß gewähren, um die Funktion des Parks zu gewährleisten.

Die betreffenden Kosten umfassen insbesondere: die Personal- und Betriebskosten sowie die Erwerbs- und Renovierungskosten für die beweglichen Güter, die für die tägliche Verwaltung des Parks notwendig sind.

Der Minister kann ebenfalls jeder Verwaltungskommission einen Zuschuß für die Immobilieninvestitionen gewähren, die für die Verwaltung des Parks notwendig sind.

Art. 3 - Der Satz des jährlichen Zuschusses wird auf 80 % der Betriebskosten festgelegt, und zwar mit einem Höchstbetrag von 3,5 Millionen BEF pro Park.

Der im vorstehenden Absatz erwähnte Betrag wird jährlich der Entwicklung des Index der Verbraucherpreise angepaßt. Er wird an den Index 119,22 vom September 1994 gebunden.

Die kumulierten Beträge des Zuschusses und der Beteiligung von der veranstaltenden Behörde oder von einer anderen öffentlichen Behörde, von nationalen oder internationalen Einrichtungen oder von natürlichen oder juristischen Personen dürfen auf keinen Fall den gesamten Betrag der Betriebskosten des Parks überschreiten.

Art. 4 - Der Satz des Zuschusses für die Immobilieninvestitionen wird auf 60 % der Kosten festgelegt, und zwar mit einem Höchstbetrag von 6 Millionen BEF pro Park.

Art. 5 - Um den jährlichen Zuschuß erhalten zu können, schickt die Verwaltungskommission der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt das Folgende zu:

1° vor dem 15. Januar: den Haushaltsplan des Parks für das laufende Jahr;

2° vor dem 15. März: eine endgültige Aufstellung der im Laufe des vorhergehenden Jahres getätigten Ausgaben und einen ausführlichen Bericht über die im Laufe des vorhergehenden Jahres verwirklichten Tätigkeiten;

3° vor dem 1. August: einen Bericht über die für das nächste Jahr vorgesehenen Ausgaben sowie eine erste Aufstellung der im laufenden Jahr getätigten Ausgaben.

Art. 6 - Der Minister entscheidet in einer Frist von höchstens einem Monat über die prinzipielle Gewährung der Zuschüsse auf der Grundlage der in Artikel 5, 1° und 2° erwähnten Unterlagen.

Art. 7 - Der jährliche Zuschuß wird nach den folgenden Modalitäten ausgezahlt:

— ein erster Abschnitt mit einem Höchstbetrag von 50 % des Zuschusses bei der Notifizierung des Zuschusses gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung;

— ein zweiter Abschnitt mit einem Höchstbetrag von 30 % des Zuschusses spätestens am 30. September des bezuschußten Jahres sofort nach dem Eingang der in Artikel 5, 3° erwähnten Unterlagen und gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung;

— der Restbetrag spätestens am 30. April des Jahres nach dem bezuschußten Jahr gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung zusammen mit den Belegen des gesamten Zuschusses und einer Abrechnung der Ausgaben bezüglich des gesamten Haushalts des Parks.

Art. 8 - Um den Zuschuß für die Immobilieninvestitionen erhalten zu können, schickt die Verwaltungskommission des Parks der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eine Akte über das betreffende Projekt zu.

Diese Akte enthält in dreifacher Ausfertigung:

— den Beschluß vom Bauherrn des Parks zur Genehmigung des Projekts, zur Wahl der Art der Auftragsvergabe und zur Beantragung der Zuschüsse;

— die Beschreibung des Projekts;

— einen Lage- und Katasterplan;

— das Sonderlastenheft, die Maßenermittlung und den Kostenvoranschlag.

Der Minister gibt die prinzipielle Zuschußzusage ab.

Die Verwaltungskommission des Parks leitet das Verfahren der Auftragsvergabe ein und übermittelt auf dem hieroben beschriebenen Weg die Akte, die aus den folgenden Stücken besteht:

— zwei Exemplare des Beschlusses vom Bauherrn des Parks zur Bezeichnung des Auftragnehmers;

— zwei Exemplare des berücksichtigten Angebots;

— zwei Exemplare der anderen Angebote;

— zwei Exemplare des Protokolls der Submissionseröffnung;

— zwei Exemplare des Ausschreibungsberichts;

— zwei Exemplare der Unterlagen über die Zulassung des Unternehmers und über seine Lage, was das Landesamt für soziale Sicherheit betrifft;

— fünf Exemplare des Sonderlastenheftes, das als Grundlage für die Auftragsvergabe gedient hat. Der Minister bezeichnet den Bediensteten, der mit der Kontrolle der Benutzung der Zuschüsse beauftragt wird.

Art. 9 - Der Zuschuß für Immobilieninvestitionen wird im Verhältnis zum Fortschritt der Arbeitsdurchführung gegen Vorlage einer Schuldforderung zusammen mit den Rechnungen und den Arbeitsfortschrittsberichten, die vom Bauherrn des Parks und vom durch den Minister bezeichneten Bediensteten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt genehmigt worden sind, ausgezahlt.

Art. 10 - Der Minister bezeichnet den Bediensteten, der mit der Kontrolle der Benutzung der Zuschüsse oder der zur Verfügung der Verwaltungskommission gestellten Fonds beauftragt wird.

Die Verwaltungskommission ist verpflichtet, eine Buchungsunterlage über jede ganz oder teilweise von der Region finanzierte Geldüberweisung auszustellen.

Der vom Minister bezeichnete Bedienstete hat ständig freien Zugang zu der von der Verwaltungskommission geführten Buchhaltung.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Februar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING
 MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 97 — 527

IC - 97/271401

**6 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering
 tot toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, inzonderheid op de artikelen 10 en 22;
 Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 september 1996;
 Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud), gegeven op 15 september 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de uitvoering van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort;

2° parken : natuurparken zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;

3° decreet : het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken.

Art. 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kan de Minister elke beheerscommissie jaarlijks een toelage verlenen opdat de parken hun functie kunnen vervullen.

De kosten waarop de toelage slaat, bestaan uit personeels- en werkingskosten, alsook uit kosten gebonden aan de aankoop of de renovatie van roerende goederen die nodig zijn voor het dagelijkse parkbeheer.

De Minister kan elke beheerscommissie tevens een toelage verlenen voor onroerende investeringen die nodig zijn voor het parkbeheer.

Art. 3. Het percentage van de jaarlijkse toelage wordt vastgesteld op 80 % van de werkingskosten, met een maximum van 3,5 miljoen BEF per park.

Het in het vorige lid bedoelde maximumbedrag wordt jaarlijks aangepast aan de index van de verbruikersprijzen. Het wordt gekoppeld aan de index 119,22 van september 1994.

Het totaalbedrag van de toelage en van de bijdrage van de inrichtende macht of van een andere overheid, van nationale of internationale instellingen, van natuurlijke of rechtspersonen mogen het totaalbedrag van de werkingskosten van het park in geen geval te boven gaan.

Art. 4. De toelage voor onroerende investeringen wordt op 60 % van de kosten vastgesteld, met een maximum van 6 miljoen BEF per park.

Art. 5. Om de jaarlijkse toelage te verkrijgen moet de beheerscommissie de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de volgende gegevens verstrekken :

1° voor 15 januari : de begroting van het park voor het lopende jaar;

2° voor 15 maart : een definitieve stand van de uitgaven van het jaar tevoren en een uitvoerig verslag van de activiteiten van het jaar tevoren;

3° voor 1 augustus : een verslag over de uitgaven die voor het volgende boekjaar voorzien worden, alsook een eerste stand van de uitgaven voor het lopende jaar.

Art. 6. De Minister heeft één maand tijd om zich uit te spreken over het principe van toekenning van de toelagen op grond van de documenten bedoeld in artikel 5, 1° en 2°.

Artikel 5, 2°, is niet van toepassing op beheerscommissies die sinds minder dan één jaar ingesteld zijn.

Art. 7. De jaarlijkse toelage wordt als volgt uitbetaald :

— een eerste gedeelte, gelijk aan maximum 50 % van het totaalbedrag, bij de kennisgeving van de toelage en op overlegging van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering;

— een tweede gedeelte, gelijk aan maximum 30 % van het totaalbedrag, uiterlijk 30 september van het jaar waarop de toelage betrekking heeft, bij ontvangst van de in artikel 5, 3°, bedoelde documenten en op overlegging van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering;

— het saldo, uiterlijk 30 april van het jaar na dat waarop de toelage betrekking heeft, op overlegging van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering, samen met de bewijsstukken van de gehele toelage en een staat van de uitgaven betreffende de gezamenlijke begroting van het park.

Art. 8. Om de toelage voor onroerende investeringen te verkrijgen moet de beheerscommissie van het park het dossier m.b.t. het project bij de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indienen.

Dit dossier bevat in drievoud :

— de beslissing van de opdrachtgever waarbij het project wordt goedgekeurd, de wijze van gunning van de opdracht wordt gekozen en de toelagen worden aangevraagd;

— de beschrijving van het project;

— een situatietekening en een kadastraalplan;

— het bestek, de beschrijvende opmeting en de kostenraming.

De principebelofte van subsidiëring wordt door de Minister gedaan.

De beheerscommissie opent de procedure van gunning van de opdracht en bezorgt de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een dossier met de volgende stukken :

- twee exemplaren van de beslissing van de opdrachtgever waarbij de aannemer wordt aangewezen;
- twee exemplaren van de weerhouden inschrijvingen of offertes;
- twee exemplaren van de andere inschrijvingen of offertes;
- twee exemplaren van het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;
- twee exemplaren van het aanbestedingsverslag;
- twee exemplaren van de documenten betreffende de erkenning van de ondernemer en zijn situatie t.o.v. de R.S.Z.;
- vijf exemplaren van het bestek dat als basis heeft gediend voor de gunning van de opdracht.

Art. 9. De toelage voor onroerende investeringen wordt al naar gelang de uitvoering van de werkzaamheden uitbetaald op overlegging van een aangifte van schuldvordering, samen met de facturen en de stand van de werkzaamheden, goedgekeurd door de opdrachtgever en de door de Minister aangewezen ambtenaar van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 10. De Minister wijst de ambtenaar aan die moet toezien op het gebruik van de toelagen of de fondsen die ter beschikking worden gesteld van de beheerscommissie.

De beheerscommissie moet de boeken houden van elke geldoverdracht die gedeeltelijk of geheel door het Gewest gefinancierd wordt.

De boekhouding van de beheerscommissie moet steeds toegankelijk zijn voor de door de Minister aangewezen ambtenaar.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 februari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 97 — 528

[C - 97/27137]

20 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 2, § 3, et l'article 4, modifié par le décret du 29 octobre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 28 septembre 1995, 18 janvier 1996, 14 mars 1996 et 12 décembre 1996;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 4 février 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant l'évolution récente des taux des prêts consentis par les organismes privés exige une adaptation sans délai des taux des prêts octroyés par la Société régionale wallonne du Logement;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3, § 2, litt. a), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 1995 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 janvier 1996 et 12 décembre 1996, les mots : « pendant les six mois » sont remplacés par les mots « pendant les trois mois ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 3. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 février 1997.

Le Ministre-President du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX